



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 29/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BIOVAL

Zone d'activités de la Grande Bellavarde
73390 Chamoux-Sur-Gelon

Références : 20241002-RAP-BIOVAL-Inspection.docx
Code AIOT : 0010700350

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2024 dans l'établissement BIOVAL implanté Zone d'activités de la Grande Bellavarde 73390 Chamoux-sur-Gelon. L'inspection a été annoncée le 05/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIOVAL
- Zone d'activités de la Grande Bellavarde 73390 Chamoux-sur-Gelon
- Code AIOT : 0010700350
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BIOVAL, dont le siège social est établi au lieu dit Les trois Vallons, 38080 L'isle D'abeau, a repris en 2020 la partie des activités de production de CSR (combustible solide de récupération) anciennement exploitées par la société SIBUET.

Elle exploite donc régulièrement, sous couvert d'un arrêté préfectoral du 8 décembre 2022, une installation de traitement de déchets non dangereux sur un site qui occupe une surface d'environ 26 000 m² et emploie 21 personnes.

L'activité de traitement de déchets non dangereux consiste à fabriquer du combustible de substitution (CSR) à l'usage des cimenteries avec des déchets issus des bennes « d'enfouissables » collectées dans les déchetteries du secteur, de déchets provenant d'industriels, et de déchets provenant de la filière de collecte des déchets d'équipements d'ameublement (DEA).

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 1.2.1, 71.1, 71.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 11/05/2020, article 3.2.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 6.5.1	/	Sans objet
5	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 6.5.2	/	Sans objet
6	Sécurité du site	Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 6.1.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans l'ensemble, l'exploitant a démontré que les thématiques abordées lors de la visite d'inspection sont correctement suivies ; aussi, il se montre réactif aux demandes de l'inspection issues des précédents rapports. Toutefois, bien que l'exploitant soit en mesure de l'expliquer, les volumes de déchets entreposés ne sont pas conformes aux seuils édictés dans l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2022. En ce sens, il est demandé à l'exploitant de :

Sous un délai de 3 mois :

Diminuer les quantités présentes de combustibles solides de récupération sur son site à un volume inférieur ou égal de 4300 m³, régulièrement autorisés.
En cette situation de difficulté prolongée sur les exutoires de valorisation du CSR, nous rappelons que l'exploitant est tenu de prendre les dispositions nécessaires pour limiter les apports de déchets entrants.

Par ailleurs, il a été constaté que l'exploitant a entrepris plusieurs évolutions sur son site. Ces évolutions n'ont pas systématiquement été portées à la connaissance du préfet par le biais d'un dossier. A ce titre, il est demandé à l'exploitant de :

Sous un délai de 6 mois

Déposer un dossier de porter-à-connaissance comprenant l'ensemble des modifications apportées au site, en particulier sur les réseaux d'eaux et les moyens de défense contre l'incendie, ainsi que tous les éléments d'appréciation nécessaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 1.2.1, 7.1.1, 7.1.2			
Thème(s) : Situation administrative, Volumes déchets entreposés			
Prescription contrôlée : Article 1.2.1 :			
Rubrique	Activité	Volume d'activité	Régime (*)
2714-1	Installation de tri, transit et regroupement de déchets de bois, papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles	Volume maximal susceptible d'être stocké sur le site : 910 m3 (déchets triés)	E
2716-1	Installation de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux, non inertes	Volumes maximaux susceptibles d'être stockés sur le site : DND entrants : 1 1750 m3 CSR : 4 300 m3 Déchets "lourds" : 260 m3 Fines : 280 m3	E
2791-1	Traitement de déchets dangereux, non inertes	Capacité maximale de traitement : ° installation de production de CSR : 475t/jour (10 000 t/mois; 100 000 t/an)	A

3532	Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux, non inertes avec une capacité supérieure à 75 t/j et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération	Quantité maximale de déchets traités : 475t/j	A
------	--	--	---

Article 71.1 : Déchets admissibles

Type de déchets	Volume maximal
Déchets encombrants et incinérables des déchetteries Déchets encombrants et incinérables des entreprises Déchets d'équipements d'ameublement	1750 m ³

Article 71.2 : Déchets entreposés issus des phases de traitement sur le site

Type de déchets	Volume maximal
Déchets lourds (en attente d'affinage)	260 m ³
Fines	280 m ³
Déchets triés : bois, papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, déchets ultimes...	910 m ³
Combustible solide de récupération (CSR)	4300 m ³

Ces volumes ne devront en aucun cas être dépassés.

En outre, les flux de déchets non dangereux entrants sur le site sont limités à 10 000 t/mois et 100 000 t/an.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, les volumes des tas de déchets ont été contrôlés sur site et via l'outil de suivi tenu par l'exploitant. Notons que l'exploitant transmet à la DREAL tous les mois (en début de mois) les volumes de déchets présents sur son site. Au 2 octobre, les volumes de déchets étaient conformes vis-à-vis des maximaux admissibles en ce qui concerne :

- les intrants : déchets encombrants et incinérables des déchetteries, déchets encombrants et incinérables des entreprises, déchets d'équipements d'ameublements. Volume de 100 m³ < 1750 m³
- les déchets entreposés issus des phases de traitements sur le site :
 - déchets lourds : volume estimé de 90 m³ < 260 m³
 - fines : volume estimé de 0 m³ < 280 m³
 - déchets triés (bois, papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, déchets ultimes) : volume estimé de 180 m³ < 910 m³

Néanmoins, le combustible solide de récupération (CSR) est présent dans des volumes excédentaires vis-à-vis des seuils fixés par l'arrêté préfectoral susmentionné. Le volume estimé est de 6926 m³, supérieur aux 4300 m³ autorisés. L'exploitant justifie cet excédent en lien avec la conjoncture actuelle : il est constaté depuis plusieurs mois une baisse de consommation de CSR dans les exutoires, principalement les cimenteries.

Sur site, le CSR est à la fois entreposé sous forme de balle et sous forme de vrac. En début d'année civil, l'exploitant produit de nombreuses balles de CSR qu'il écoule ensuite au cours de l'année ; l'exploitant a expliqué que cette année ce stock de CSR en balle ne s'écoulait pas aussi vite qu'habituellement. Par comparaison avec les données de l'année précédente, il a été constaté en effet la quantité inhabituelle de CSR en balles encore présente sur le site, à ce stade de l'année.

A ce titre, l'exploitant a expliqué que dans cette situation, il a été fait le choix de diminuer le flux d'intrants (environ 1000 tonnes de déchets intrants traités en moins, pour le mois de septembre). Les horaires des agents sur site sont notamment aménagés en ce moment même en raison de la baisse d'activité engendrée par la baisse d'intrants sur site.

L'ensemble de ces volumes (CSR en vrac, en balle, déchets entrants, ...), mis en perspective avec les seuils fixés par l'arrêté préfectoral susmentionné conduisent l'exploitant à envisager une demande de modification des volumes par typologie de déchets sur site. En effet, en exploitation courante, il a été constaté que certains volumes de déchets autorisés ont été surestimés lors du précédent porter-à-connaissance et à l'inverse, pour le CSR, les volumes autorisés ont été sous-estimés. Dans l'optique de régulariser sa situation, l'exploitant a manifesté sa volonté de déposer prochainement un nouveau porter-à-connaissance relatif à une modification de la ventilation des volumes de déchets sans augmenter l'enveloppe du volume total de déchets entreposés sur son site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conformément à l'article 71.2 de l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2022, nous demandons à l'exploitant de diminuer les quantités présentes de combustibles solides de récupération sur son site à un volume inférieur ou égal de 4300 m³, régulièrement autorisés.

En cette situation de difficulté prolongée sur les exutoires de valorisation du CSR, nous rappelons que l'exploitant est tenu de prendre les dispositions nécessaires pour limiter les apports de déchets entrants. Sur ce point, l'exploitant tient à disposition les mesures complémentaires mises en place afin de limiter le risque incendie dans l'attente du retour aux seuils autorisés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2020, article 3.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 16/07/2024

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour (notamment après chaque modification notable), et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours et de la police de l'eau.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,

<ul style="list-style-type: none"> • les dispositifs éventuels de protection de l'alimentation (cf. 8), • les secteurs collectés et les réseaux associés, • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, regards, points de branchement...), • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle • les points de rejet de toute nature.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a démontré la bonne réalisation d'un nouveau plan des réseaux conformément aux demandes du rapport de la visite d'inspection du 26 mars 2024. Un courriel du 6 juillet 2024 avait été transmis à la DREAL afin de transmettre ce nouveau plan.</p> <p>Notons que ce nouveau plan des réseaux met en lumière des évolutions, en particulier la suppression d'un point de rejet et d'un point de prélèvement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Considérant les évolutions constatées, déjà mises en place, il convient que l'exploitant transmette <i>a posteriori</i>, un dossier de porter-à-connaissance conformément à l'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral susmentionné. Ce dossier sera transmis sous un délai n'excédant pas 6 mois.</p> <p>Par ailleurs, il est rappelé que toute modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation, comme précisé à l'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral précité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Délai : 6 mois</p>

N° 3 : Contrôle de recalage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 16/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.</p>

Constats : L'exploitant a indiqué que la seconde campagne de prélèvement et d'analyse des eaux pluviales serait réalisée par l'organisme CERECO. Le bon de commande relatif à cette commande a été transmis par l'exploitant par courriel du 14 octobre 2024.
Observations : L'inspection demande à l'exploitant de faire recours à un préleveur accrédité pour les analyses des rejets aqueux, à minima une fois tous les deux ans.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 6.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au moins : <ul style="list-style-type: none"> • d'extincteurs à eau pulvérisée de type 21 A à raison d'un appareil pour 250 m² (au minimum 2 appareils par atelier, magasin, entrepôt, etc ...), • d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques, • d'extincteurs à poudre (ou équivalent) de type 55 B près des installations de stockage et d'utilisation de liquides et gaz inflammables, • 2 RIA (robinet d'incendie armé) • une citerne incendie de 13 m³, équipée d'une motopompe et de lances incendie. Les extincteurs et les RIA sont judicieusement placés et répartis dans l'établissement. Leurs emplacements sont signalés et ils restent accessibles facilement en toute circonstance. Les moyens externes de lutte contre l'incendie sont constitués par un poteau incendie capable de délivrer un débit de 60 m ³ /heure pendant deux heures. En complément de cet hydrant, une plate-forme d'aspiration, réceptionnée par le SDIS, et accessible en toutes périodes de l'année aux engins de secours, est aménagée au bord du Gelon. L'établissement doit ainsi disposer, en cas de sinistre, d'un débit de 120m ³ /h pendant 2h. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température, et notamment en période de gel. La totalité des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie en place est conforme aux normes en vigueur.
Constats : Suite à l'incendie du 1er août 2022 au sommet d'un tas de déchets entrants sur site, l'exploitant a décidé de mettre en place des dispositifs complémentaires afin de renforcer les moyens de lutte contre l'incendie sur son site. Pour mémoire, un plan d'action "sécurité incendie" avait été demandé à l'exploitant par l'article 6.1.9 de l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2022. Ce plan d'action visait à établir les mesures de renforcement de la sécurité prévues, avec les coûts d'investissement et le calendrier de réalisation prévisionnel. Le plan d'action avait été validé par le SDIS par courriel du 10 mai 2023. Le rapport de la visite d'inspection du 7 novembre 2023 mentionne l'évolution de l'installation / mise en service de ces équipements. Le rapport faisait état d'une réception des travaux pour le 15 janvier 2024. Lors de la présente visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que la réception des travaux a eu lieu finalement le 15 mai 2024, en raison de retards liés aux sous-traitants. Les équipements sont fonctionnels et testés régulièrement (cf point de constat suivant). Par courriel du 23 février 2023, l'exploitant a synthétisé l'ensemble des évolutions apportées : <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'une réserve d'eau de 100 m³ + moto-pompe diesel + 120 m de tuyaux + 2 lances 500 L/min ; • Mise en place de 12 réserves d'eau de 1000 L (type IBC / GRV) destinées à être éclatées sur

<p>un départ de feu à l'aide d'une pelle mécanique ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de brumisateurs sur les tas de déchets bruts et la zone chargement CSR ; • Mise en place d'un système de défense incendie automatique comprenant une réserve d'eau de 700 m³, une moto-pompe diesel, 5 canons automatiques situés en hauteur et des caméras de détection flamme. Les canons auront un débit de 2000 litres/minute pour tenir 1h30. La mise en déclenchement des canons sera asservie à une détection de flammes par des caméras de surveillances. <p>Vis-à-vis de l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2022 et plus particulièrement de l'article 6.5.1, une mise-à-jour s'avère nécessaire considérant l'ensemble des évolutions et l'articulation actuelle des moyens de lutte contre l'incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En application de l'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral précité , il est donc attendu que l'exploitant établisse un dossier de porter-à-connaissance, dans lequel il détaillera :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'ensemble des moyens internes et externes dont il disposait en matière de lutte contre l'incendie avant et après mise en place desdites évolutions ; • un plan actualisé faisant apparaître la localisation de l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie. <p>Ce dossier devra être transmis au plus tard dans un délai de 6 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Délai : 6 mois</p>

N° 5 : Défense incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 6.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance et vérification périodique des équipements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure la maintenance et l'entretien des matériels de sécurité, de détection et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>La motopompe fait l'objet d'essais hebdomadaires de fonctionnement, qui sont consignés sur un registre.</p> <p>Ces vérifications sont consignées sur un registre mentionnant également les suites données, et adjoint au dossier "installations classées" prévu à l'article 1.5.11.</p>
<p>Constats :</p> <p>La maintenance des moyens de défense contre l'incendie est organisée par l'exploitant. Il a expliqué que les motopompes étaient testés hebdomadairement : leurs essais sont tracés sur un registre tenu par l'exploitant, consulté lors de la visite d'inspection. Le système incendie étant automatique (déclenchement de canons asservis à une caméra détection de flamme), un essai du bon déclenchement de cet automatisme est réalisé toutes les 5 semaines entre l'exploitant et la société ITEX, concepteur du système incendie.</p> <p>Enfin, l'exploitant a présenté une procédure de maintenance hebdomadaire des canons automatiques d'extinction.</p> <p>Par ailleurs, l'ensemble des moyens internes de lutte contre l'incendie ont été vérifiés par la société EUROFEU le 28 février 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En application de l'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral précité , il est donc attendu que l'exploitant définisse dans un dossier de porter-à-connaissance :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les procédures de maintenance et d'entretien, notamment d'essais périodiques, des équipements de lutte contre l'incendie • la fréquence de suivi de la maintenance et l'entretien des équipements de lutte contre l'incendie • les procédures de mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie • les formations et leur périodicité à destination des agents amenés à utiliser les équipements de lutte contre l'incendie

Ce dossier devra être transmis au plus tard dans un délai de 6 mois.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Sécurité du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 6.1.3
Thème(s) : Autre, Accès au site, clôture et alarmes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre à l'intérieur de l'établissement.</p> <p>Afin d'en interdire l'accès, l'établissement est entouré d'une clôture efficace et résistante d'une hauteur minimale de deux mètres sur toute sa périphérie. Le portail est fermé en dehors des heures d'ouverture de l'établissement.</p> <p>L'exploitant définit les agents habilités à en détenir les clefs.</p> <p>Afin de prévenir tout acte de malveillance, le site est équipé d'un système de vidéosurveillance couvrant l'ensemble du site et d'un système d'alarme prévenant automatiquement les responsables de la société par téléphone en cas d'intrusion.</p> <p>En cas d'indisponibilité du système, l'exploitant met en place un dispositif de rondes de sécurité effectuées par une société de gardiennage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que le site était correctement clôturé. Une vidéosurveillance couvre l'intégralité du site : il a pu être visionné les images du site en direct depuis un poste lors de la visite. En cas d'intrusion, un système de détection et d'alerte auprès de l'exploitant existe.</p>
Type de suites proposées : Sans suite